

Allocution de M. Charles H. Rivkin, secrétaire d'État adjoint
aux affaires économiques et commerciales
devant la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Dakar (CCIAD)
Dakar (Sénégal)
Le 10 septembre 2015

Merci, monsieur le président de la Chambre de commerce.

Monsieur le président, Monsieur le secrétaire général, honorables membres de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture, mesdames, messieurs, les représentants du Gouvernement du Sénégal...

Honorables ambassadeurs et membres du corps diplomatique, mesdames, messieurs les dirigeants d'entreprise, de la société civile et du monde de l'enseignement ...

Mesdames, Messieurs, les étudiants,

Je suis honoré et ravi qu'il me soit donné cette occasion de vous parler du programme économique du président Obama en Afrique, et de son application au Sénégal et en Afrique de l'Ouest.

Cette visite revêt pour moi un caractère tout particulier. J'ai séjourné ici dans mon enfance en 1967, lorsque mon père était ambassadeur des États-Unis au Sénégal et en Gambie. Et j'habitais la résidence de l'ambassadeur, ici à Dakar.

J'étais très jeune à l'époque, mais j'ai de nombreux souvenirs très vivaces de mon séjour : depuis les pirogues qui nous emmenaient à l'Île de Ngor jusqu'aux couchers de soleil qui baignaient le cap des Almadies de leur lumière resplendissante.

Je me rappelle ce sentiment d'humilité et combien notre famille s'est sentie honorée, lorsqu'un chef local est venu nous faire don d'une chèvre. C'était un cadeau extrêmement coûteux pour lui, personnellement, et je n'ai jamais oublié la puissance de son geste.

À mes yeux innocents d'enfant, tout me semblait si grand, si haut au-dessus de moi : les palmiers, les fourmilières et les énormes baobabs qui avaient pour moi un aspect presque magique.

Je suis allé à une école où l'enseignement était en langue française, ce qui présentait un certain défi pour un enfant de 5 ans qui ne parlait pas cette langue.

Je me rappelle d'un jour où j'étais à mon pupitre quand j'ai vu un énorme insecte voler vers moi. J'ai instinctivement ouvert le couvercle de mon pupitre ; l'insecte y est entré et j'ai refermé le pupitre.

Quand on a cinq ans, on ne prend pas les décisions les plus rationnelles. J'étais donc là, avec ce qui me semblait une espèce de petit dragon dans mon pupitre, ne parlant pas français, terrifié ! Et en plus, j'avais mis mon déjeuner dans mon pupitre.

Quand l'instituteur m'a demandé ce qui se passait, je n'ai pas été capable, linguistiquement, de le lui expliquer, ou je n'ai pas eu le courage de le faire. Et j'ai décidé que je préférais me passer de déjeuner plutôt que d'ouvrir ce pupitre ! C'était certainement là une excellente raison d'apprendre le français.

Il y a aussi eu dans ma vie un événement bien plus marquant, qui a été le décès de mon père alors qu'il était ambassadeur, dans sa résidence, à Dakar. Ce pays est donc d'une importance toute particulière pour moi, d'autant plus que m'y voici revenu en qualité de secrétaire d'État adjoint aux affaires économiques et commerciales.

Je suis fier de suivre la même voie que mon père, de représenter mon pays comme il l'a fait, et de m'employer à étendre notre partenariat et à appuyer les efforts déployés par le Sénégal pour apporter la prospérité au grand peuple qui est le sien.

Le Sommet des dirigeants des États-Unis et de l'Afrique, qui a eu lieu en août 2014, a mis en évidence le potentiel de l'Afrique en tant que nouveau centre de la croissance mondiale qui crée davantage d'opportunités que jamais auparavant pour sa population, et il a montré que la transformation économique de l'Afrique était en marche.

Le Sénégal, première étape de la tournée du président Obama en Afrique, occupe une place centrale dans cette transformation et nous nous félicitons de pouvoir compter sur le partenariat du président Sall pour tirer parti de cet élan.

Nous soutenons pleinement son *Plan Sénégal Émergent* et ses autres objectifs, et nous tenons prêts à appuyer les réformes économiques, le développement de l'infrastructure et les autres efforts du Sénégal pour attirer l'investissement du secteur privé.

Le gouvernement du Sénégal a d'ores et déjà pris des mesures pour améliorer la gouvernance et accroître la transparence, notamment par des réformes économiques et des audits des marchés publics. Il met en place une zone économique spéciale pour encourager l'investissement privé. Et le Sénégal progresse dans le classement de l'initiative *Doing Business* de la Banque mondiale.

Mais comme l'a reconnu le président Sall, le Sénégal fait également face à de nombreux défis, depuis la réduction des obstacles au commerce et à l'investissement jusqu'à la promotion de l'entrepreneuriat, et depuis la lutte contre les financements illicites jusqu'à l'atténuation des coûts et des difficultés de la conduite des affaires.

Il y a également des problèmes plus concrets, tels que le développement des ressources énergétiques et la construction des infrastructures.

En dernière analyse, ces problèmes sont liés, car il est difficile de mener des activités économiques en l'absence d'énergie ou d'électricité.

Et pour un agriculteur, il est difficile d'amener sa production au marché s'il n'y a pas de routes fiables.

C'est la raison pour laquelle, par exemple, nous avons contribué par le biais du contrat de la MCC à la réfection des routes dans la vallée du fleuve Sénégal et en Casamance.

J'aimerais aujourd'hui évoquer certaines des façons dont notre engagement économique en Afrique appuie les efforts déployés par le Sénégal pour instaurer des environnements propices aux activités des entreprises, créer des emplois et accroître la prospérité, objectifs fondamentaux qui figurent tous parmi ceux du *Plan Sénégal Émergent*.

Auparavant toutefois, je voudrais vous parler brièvement d'une entrepreneure sénégalaise. Il nous arrive trop fréquemment, dans nos exposés sur nos programmes et nos initiatives, de perdre un peu de vue le fait qu'en définitive, l'économie concerne les êtres humains.

Une jeune entrepreneure sénégalaise du nom de Maam Khary Diene [Mom HAH-ree Jen] m'a parlé récemment de ses difficultés pour développer une entreprise de produits de beauté naturels axée sur l'exportation à destination du marché américain.

Elle s'est heurtée à de nombreux obstacles, depuis les mesures visant à assurer l'homogénéité des produits et le contrôle de la qualité, jusqu'à l'identification de circuits de distribution et de vente aux États-Unis.

Elle a eu du mal à obtenir des financements et à acheter du matériel pour commencer à produire de nouveaux produits. Et une fois les activités en cours, elle a dû s'assurer d'une alimentation fiable en matières premières.

Mais en personne ingénieuse qu'elle est, elle a établi des relations avec des coopératives gérées par des femmes de la région de Kédougou qui lui fournissent du beurre de karité et les autres ingrédients qui entrent dans la composition de ses produits.

Elle a également eu des problèmes pour accéder au marché américain et pour le comprendre, et notamment pour identifier les circuits de vente et les acheteurs, et pour prendre les dispositions nécessaires pour l'expédition et l'entreposage.

Mais elle est parvenue à ses fins. Si je raconte son histoire, c'est pour souligner l'importance de l'établissement d'un climat d'affaires qui appuie les entrepreneurs au lieu de leur imposer des procédures et des coûts qui ont pour effet cumulé de brider leurs activités.

Après tout, comme je l'ai dit récemment à une conférence à Abuja, les petites et moyennes entreprises, les PME, sont les principaux moteurs de la prospérité dans pratiquement toutes les économies. Il s'ensuit que ce qui est bon pour elles est bon aussi pour l'ensemble de l'économie.

Les activités destinées à s'assurer que les Maam Khary de ce monde soient en mesure de faire ce qu'elles font le mieux, d'innover, d'entrer en concurrence sur le marché dans des conditions

équitable, sans paperasserie administrative, sans carences d'infrastructure ni autres limitations, occupent une place de tout premier plan dans le programme économique du président Obama.

L'une de ces limitations tient à l'énergie qui est non seulement le plus grand domaine d'engagement commercial des États-Unis au Sénégal, mais qui est aussi largement perçue comme constituant la plus grande difficulté à laquelle se heurtent les entreprises au Sénégal.

Les raisons de cet état de choses sont claires : les coûts énergétiques élevés réduisent la compétitivité, et les importantes subventions énergétiques détournent des ressources rares d'investissements plus productifs.

Ce n'est pas là, certes, un problème exclusivement sénégalais. On compte actuellement en Afrique subsaharienne plus de 600 millions d'habitants qui n'ont pas accès à l'électricité.

C'est pourquoi en 2013, le président Obama a annoncé le lancement de Power Africa, initiative menée par le secteur privé qui vise à doubler l'accès à l'électricité dans toute la sous-région subsaharienne.

L'été dernier, lors du premier Sommet des dirigeants des États-Unis et de l'Afrique à Washington, auquel le président Sall a assisté, il s'est engagé à fournir une aide gouvernementale supplémentaire de 300 millions de dollars par an et 6 milliards de dollars supplémentaires en engagements du secteur privé, ce qui porte ces engagements à un total de plus de 20 milliards de dollars.

Dans le cadre de cette expansion, nous avons affecté un conseiller régional pour les transactions de Power Africa au bureau de la Banque mondiale de Dakar.

Ce conseiller aura pour fonctions d'aider le Sénégal à éliminer les goulets d'étranglement de l'investissement privé et de coordonner les efforts des divers organismes du gouvernement fédéral des États-Unis visant à appuyer les projets d'investissement.

L'un de ces organismes, l'OPIC (la Société d'investissement privé à l'étranger) fournit déjà son soutien à deux grands projets énergétiques qui accroîtront l'approvisionnement en énergie d'environ 40 % par rapport à ses niveaux actuels.

Il est de nombreux autres exemples de notre coopération avec le gouvernement du Sénégal en vue d'améliorer l'environnement des activités commerciales et de l'investissement.

Je n'en mentionnerai que quelques-uns. Grâce à la décision du Sénégal de devenir l'un des cinq nouveaux partenaires de Trade Africa, nous pouvons à présent fournir une assistance technique pour aider les exportateurs et les importateurs en puissance à accroître les échanges commerciaux. Et nous faisons équipe avec le président Sall dans la lutte contre les financements illicites, qui peuvent grever l'économie de multiples manières.

Nous sommes particulièrement satisfaits de la prorogation de dix ans de la loi sur la croissance et les possibilités en Afrique (l'AGOA), qui signale l'ouverture d'une nouvelle décennie d'investissements américains dans des pays africains tels que le Sénégal.

Nous nous emploierons à aider les investisseurs à tirer parti des incitations à long terme qui encouragent leur intervention en Afrique.

Comme le dit dans l'une de ses chansons le musicien sénégalais Youssou Ndour : «Nous avons une chose en commun : nous croyons au travail. Je crois en vous et je sais que l'avenir vous appartient.»

Dans un contexte où la mondialisation de l'économie est devenue la nouvelle réalité, l'avenir appartient véritablement à l'Afrique, qui affiche la croissance démographique la plus rapide de tous les continents de la planète.

D'ici 2050, les Africains constitueront plus d'un quart de la population active mondiale, davantage que la Chine ou l'Inde. La création d'emplois pour les jeunes Africains n'est pas une incitation : c'est un impératif.

Il n'y a pas d'autre choix que d'aller de l'avant et de réussir, tout particulièrement au Sénégal, où plus de 40 % de la population a aujourd'hui moins de 15 ans et où, l'an dernier, seuls 14 % des jeunes Sénégalais avaient un emploi.

L'enjeu est de taille, mais le potentiel du Sénégal est à sa mesure. J'en ai été témoin aujourd'hui, lors d'un déjeuner avec un groupe impressionnant de jeunes dirigeants et dirigeantes sénégalais qui avaient participé à l'Initiative des jeunes dirigeants africains du président Obama, au Sommet mondial de l'entrepreneuriat au Kenya et au Programme d'entrepreneuriat pour les femmes africaines.

En les écoutant parler de leur parcours et de leurs réalisations et devant les questions opportunes qu'ils posaient, j'ai pu me rendre compte de la créativité et du dynamisme du secteur privé qui peuvent impulser la croissance économique.

Et j'ai été rempli d'optimisme pour l'avenir du Sénégal. Nous souhaitons offrir davantage de possibilités à ces jeunes dirigeants. C'est pourquoi à Nairobi, le président Obama a annoncé l'ouverture d'un Centre régional de leadership ici à Dakar avant la fin 2015.

Mon père aurait été fier d'assister à cet événement et d'être témoin de ce nouveau chapitre enthousiasmant de l'histoire du Sénégal.

J'en suis, moi, d'autant plus fier que je suis fermement persuadé qu'en travaillant avec le Sénégal et en le soutenant sur la voie prometteuse qu'il s'est fixée, nous pourrons voir l'avenir se développer et atteindre des proportions aussi vastes que les baobabs qui m'ont tant impressionné dans mon enfance.

Je vous remercie.